

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 94 (1976)
Heft: 70

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

<p>Ct. Ticino (1132)</p> <p>Fallite: Lido Tropical SA, Agno. Data di apertura del fallimento: 26 febbraio 1976, decreto della pretura di Lugano-Distretto. Procedura sommaria: Con decreto 17 marzo 1976 la stessa pretura ha autorizzato la liquidazione del fallimento con la procedura sommaria. Termine per l'insinuazione dei crediti: 13 aprile 1976. 6900 Lugano, il 24 marzo 1976</p>	<p>Kt. Zug (1172)</p> <p>Der Konkursrichter des Kantons Zug hat mit Verfügung vom 2. März 1976 den Konkurs über die Perka-Sigma AG, Poststrasse 22, 6300 Zug, eröffnet, das Verfahren jedoch mangels Aktiven im Sinne von Art. 230 SchKG mit Verfügung vom 19. März 1976 wieder eingestellt. Sofern nicht ein Gläubiger innert 10 Tagen, seit dieser Publikation im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 24. März 1976, die Durchführung des Konkurses verlangt und gleichzeitig einen Kostenvorschuss im Betrage von Fr. 2000.— (Nachbezugsrecht vorbehalten) leistet, gilt das Verfahren als geschlossen. 6300 Zug, den 22. März 1976</p>	<p>Ct. de Genève (1172)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Failli: Sibille René Edouard, 6 novembre 1947, France, cuisinier, exploitant précédemment un hôtel-restaurant à l'enseigne «Le Point du Jour», à Saint-Cergue VD, et domicilié 2, Les Morettes à Prangins VD, actuellement domicilié 47, avenue de Vaudagne à Meyrin, Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 3 février 1976. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 2000.—</p>
<p>Ct. de Vaud (1136)</p> <p>Faillite: Garage Champod & Cie, société en nom collectif, rue du Mont 8, à Crissier. Date du prononcé: 26 février 1976. Faillite sommaire, art. 231 LP. Délai pour les productions: 13 avril 1976. 1000 Lausanne, le 24 mars 1976</p>	<p>Ct. de Genève (1164)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Faillite: Antipollution SA, achat, vente et fabrication de toutes installations de tous procédés destinés à la lutte contre les effets de la pollution de l'air et de l'eau, notamment dans l'industrie; étude des phénomènes de pollution et recherche de solutions concrètes ayant son siège, 20, rue Plantamour à Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 28 octobre 1975. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 3000.—</p>	<p>1211 Genève, le 24 mars 1976 Office des faillites Le préposé: P. Mermoud</p>
<p>Ct. du Valais (1169)</p> <p>Faillite: House of Eden SA, à Sion. Date du prononcé: 1^{er} mars 1976. Liquidation sommaire, art. 231 LP. Délai pour les productions: 26 avril 1976. 1950 Sion, le 18 mars 1976</p>	<p>Ct. de Genève (1163)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Faillite: Chimie-Impex SA, achat, vente, représentation et exportation de tous produits chimiques pour l'industrie du bâtiment et l'industrie des arts graphiques; achat, représentation et exportation de carrelage ayant son siège 13, rue de la Fontaine à Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 11 novembre 1975. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 3000.—</p>	<p>Ct. de Genève (1160)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Failli: Etablissement Bakke, Bakke Björn, 2 janvier 1918, Norvège, représentation, courtage, importation et exportation d'articles textiles et de marchandises de toute nature, domicilié 14bis, avenue Dumais à Genève, actuellement sans domicile ni résidence connus. Date de l'ouverture de la faillite: 10 février 1976. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 3000.—</p>
<p>Ct. du Valais (1168)</p> <p>Faillite: Dan Inter SA, à Sion. Date de l'ouverture de la faillite: le 10 mars 1976. Première assemblée des créanciers: vendredi 2 avril 1976, à 14 h., au Café Industriel, rue de Conthey, Sion. Délai pour les productions: le 26 avril 1976. 1950 Sion, le 18 mars 1976</p>	<p>Ct. de Genève (1162)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Faillite: Société en nom collectif Gagliardi Georges et Ursula, exploitant précédemment un commerce confection pour dames et chemiserie pour messieurs à l'enseigne «Boutique Tube», sis avenue de Feuillasse sn, Centre Commercial de Meyrin à Meyrin, Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 6 janvier 1976. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 3000.—</p>	<p>1211 Genève, le 24 mars 1976 Office des faillites Le préposé: P. Mermoud</p>
<p>Ct. du Valais (1170)</p> <p>Faillite: SA de Fabrication des Containers, à Sion. Date du prononcé: 10 mars 1976. Liquidation sommaire, art. 231 LP. Délai pour les productions: 26 avril 1976. 1950 Sion, le 18 mars 1976</p>	<p>Ct. de Genève (1161)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Faillite: Société en nom collectif Agliardi Georges et Ursula, exploitant précédemment un commerce confection pour dames et chemiserie pour messieurs à l'enseigne «Boutique Tube», sis avenue de Feuillasse sn, Centre Commercial de Meyrin à Meyrin, Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 6 janvier 1976. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 3000.—</p>	<p>Ct. de Genève (1158)</p> <p>Information Faillite définitive dont la publication paraîtra ultérieurement dès que l'inventaire sera établi. Faillite: Nadia Carmal SA, installation et exploitation d'instituts de beauté, soins esthétiques, représentation et commerce de produits de beauté, appareils et accessoires, articles de parfumerie et colifichets ayant son siège 23, rue Ferdinand-Hodler à Genève. 1211 Genève, le 24 mars 1976</p>
<p>Einstellung des Konkursverfahrens (SchKG 230)</p>	<p>Ct. de Genève (1162)</p> <p>Le Tribunal de première instance a, ensuite de constatation de défaut d'actif, prononcé la suspension de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Si aucun créancier ne demande la continuation de la liquidation en faisant l'avance des frais nécessaires, elle sera clôturée. Dans le même délai que l'avance des frais, et sous les peines de droit, notamment de l'article 324 CPS, al. 1 et 2, les débiteurs ont l'obligation de s'annoncer et ceux qui détiennent des biens du failli, à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office. Faillite: Société Fiduciaire Firexim SA, organisation, tenue, bouclément, contrôle, révision et expertise de toutes comptabilités, établissement de comptes, décomptes, prix de revient, calculations et conventions; étude, analyse et rapport sur toutes situations, bilans, comptes d'assainissement et sur la transformation, fusion et constitution de sociétés; établissement de toutes déclarations d'impôts, recours, conseil et représentation en matière fiscale; exécution de tous autres mandats fiduciaires ayant son siège 11, rue du Mont-Blanc à Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 20 janvier 1976. Date de suspension de la liquidation: 22 mars 1976. Délai pour l'avance des frais: 5 avril 1976. Montant de l'avance: fr. 3000.—</p>	<p>Kt. Zürich (1138)</p> <p>Kollokationsplan und Inventar Im Konkurs über Ruf Franz, geboren 1930, von Ricken/Murgenthal, Kaufmann, Hinterbucheneck, 8143 Stallikon, im Handelsregister eingetragen gewesen als unbeschränkt haftender Gesellschafter der Kollektivgesellschaften Schaefer & Co., in Küsnacht ZH (gelöscht am 3. Juli 1975) und Ruf & Schaefer, in Küsnacht ZH (gelöscht am 27. Juni 1975), liegen der Kollokationsplan und die Lastenverzeichnisse sowie das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes und der Lastenverzeichnisse sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 24. März 1976 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksamtes Afloltern anzuheben. Die noch nicht rechtskräftigen Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, werden der Plan und die Lastenverzeichnisse rechtskräftig. Innert der gleichen Frist sind schriftlich einzureichen: a) beim Bezirksgericht Afloltern a. A. als Aufsichtsbehörde: Beschwerden gegen die Ausscheidung der Kompetenzstücke; b) beim Konkursamt: Begehren um Abtretung der Rechte im Sinne des Art. 260 SchKG zur Bestreitung der noch nicht rechtskräftigen Forderung aus öffentlichem Recht, auf deren Anfechtung die Konkursverwaltung verzichtet. 8952 Schlieren, den 9. März 1976 Konkursamt Schlieren</p>
<p>Suspension de la liquidation (LP 230)</p>	<p>Kt. Zürich (1154)</p> <p>Ueber Frauenfelder Hansruedi, geboren 24. September 1934, von Adlikon/Andelfingen, Maler, wohnhaft Pfirsichstrasse 10, 8006 Zürich, ist durch Verfügung des Konkursrichters des Bezirksamtes Zürich vom 5. März 1976 der Konkurs eröffnet, das Verfahren aber mit Verfügung dieses Richters am 18. März 1976 mangels Aktiven wieder eingestellt worden. Sofern nicht ein Gläubiger bis zum 2. April 1976 die Durchführung des Verfahrens begehrt, sich gleichzeitig zur Übernahme des ungedeckten Teils der Verfahrenskosten verpflichtet und daran vorläufig einen Barvorschuss von Fr. 1300.— leistet, gilt das Verfahren als geschlossen. 8042 Zürich, den 19. März 1976 Konkursamt Unterstrass-Zürich Postfach, 8042 Zürich Telefon 01 / 28 94 26</p>	<p>Kt. Zürich (1139)</p> <p>Kollokationsplan und Inventar Im Konkurs über die EWK-Kran und Baumaschinen AG, mit Sitz in Urdorf, Schützenstrasse, liegen der Kollokationsplan und das Inventar den beteiligten Gläubigern beim unterzeichneten Konkursamt Schlieren zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes sind innert zehn Tagen seit Bekanntgabe der Auflegung im Schweizerischen Handelsamtsblatt vom 24. März 1976 durch Klageschrift (im Doppel) beim Einzelrichter im beschleunigten Verfahren des Bezirksamtes Zürich anzuheben. Noch nicht rechtskräftige Forderungen aus öffentlichem Recht, zu deren Beurteilung im Bestreitungsfall besondere Instanzen zuständig sind, können jedoch nur nach den zutreffenden besonderen Verfahrensvorschriften angefochten werden. Soweit keine Anfechtung erfolgt, wird der Plan rechtskräftig. 8952 Schlieren, den 18. März 1976 Konkursamt Schlieren</p>

Kt. Schaffhausen (1173)
 Im Konkurs über Sigrüst Anton, Koch und Wirt im Restaurant Sonne, 8211 Beggingen, liegen Inventar und Kollokationsplan zur Einsicht der beteiligten Gläubiger beim unterzeichneten Konkursamt auf.
 Beschwerden gegen das Konkursinventar sind bei der Aufsichtsbehörde des Kantons Schaffhausen über das Schuldbeitrags- und Konkurswesen, Klagen auf Anfechtung des Kollokationsplanes beim zuständigen Gericht anhängig zu machen. Beides innerhalb einer Frist von zehn Tagen vom Datum dieser Publikation an, ansonst Inventar und Kollokationsplan als genehmigt gelten.

8226 Schleithem, den 22. März 1976 Konkursamt Schleithem

Ct. de Genève (1165)
 Sont déposés dès ce jour:
 1. l'état de collocation,
 2. l'état des revendications,
 3. l'inventaire contenant la liste des objets déclarés de stricte nécessité.
 Il est imparté aux créanciers un délai de dix jours dès la date du dépôt pour:
 1. intenter action contre l'état de collocation,
 2. demander la cession des droits pour contester un revendication,
 3. recourir contre une décision d'insaisissabilité.

Marketing & Management SA, étude de marché, ainsi que toutes opérations dans le domaine de la promotion immobilière et touristique; acquisition, mise en valeur et administration de participation à toute entreprise immobilière, commerciale, industrielle ou financière, etc., ayant son siège 40, rue du Rhône à Genève (Réf. Nos 1 et 2).
Bonacorsi Lorenzo, 11 août 1933, Italie, commerçant, domicilié 63, rue de Moillebeau à Genève (Réf. Nos 1, 2 et 3).

1211 Genève, le 24 mars 1976 Office des faillites
 Le préposé: P. Mermoud

Ct. de Genève (1166)
Modifications d'états de collocation et des revendications
 Sont déposés à nouveau dès ce jour:
 1. l'état de collocation,
 2. l'état des revendications.
 Il est imparté aux créanciers un délai de dix jours dès la date du dépôt pour:
 1. intenter action contre la (les) nouvelle(s) collocation(s),
 2. demander la cession contre la (les) nouvelle(s) revendication(s), sinon chaque modification sera acceptée.

Blaser Pierre Jean, 22 février 1941 GE, exploitant un atelier de ferblanterie et installations sanitaires, sis 35, rue du XXXI-Décembre à Genève, domicilié 1249 Choulex, Genève (Réf. No 1).
Chardon Albert Charles, 28 janvier 1920, VS, exploitant le café-restaurant-hôtel à l'enseigne «Hôtel Fédéral», sis 15, rue de Berne à Genève (dp. et app.) (Réf. No 1).
Comazzi Marcel, 28 janvier 1926, GE, exploitant un commerce d'appareils électriques, sis 29, rue de Berne à Genève, et domicilié 33, rue des Pâquis à Genève (Réf. No 1).
Martignoni Charles, 1^{er} avril 1917, VS, exploitant une entreprise de drainage et génie civil; sis 71, route de Drize à Carouge, domicilié 13, avenue Vibert à Carouge, Genève (Réf. No 1).

1211 Genève, le 24 mars 1976 Office des faillites
 Le préposé: P. Mermoud

Schluss des Konkursverfahrens - Clôture de la faillite
 (SchKG 268) - (LP 268)

Kt. Zürich (1155)
 Das Konkursverfahren über **Wirz-Naef Walter**, geboren 1927, von Zetzwil AG, wohnhaft Lehfrauenweg 15, 8053 Zürich 7, Inhaber der Einzel-firma **Walter Wirz Stahlbau**, Sillerwies 9, 8053 Zürich, ist durch Verfügung des Konkursrichters beim Bezirksgericht Zürich vom 17. März 1976 als geschlossen erklärt worden.
 8030 Zürich, den 23. März 1976 Konkursamt Hottingen-Zürich:
 H. Müller, Notar

Kt. Bern (1174)
 Das Konkursverfahren über die Firma **Sommerski am Susten AG**, in 3861 Gadmen, ist durch Verfügung des Gerichtspräsidenten von Oberhasli vom 19. März 1976 als geschlossen erklärt worden.
 3860 Meiringen, den 24. März 1976 Konkursamt Oberhasli in Meiringen

Ct. de Vaud (1141)
 Par décision du 16 mars 1976, le président du Tribunal du district de Vevey a prononcé la clôture de la faillite ouverte le 14 décembre 1971 de la S.I. **Pare Bel-Air «A» SA**, à La Tour-de-Peilz.
 1800 Vevey, le 16 mars 1976 Office des faillites de Vevey

Ct. du Valais (1140)
 La liquidation de la faillite de **Berra Adrian**, anciennement domicilié à Monthey, actuellement à Martigny, a été clôturée par décision de Monsieur le Juge-instructeur du district de Monthey du 5 mars 1976.
 1870 Monthey, le 17 mars 1976 Office des faillites
 J.-M. Detorrenté, préposé

Ct. de Genève (1167)
 La liquidation des faillites ci-dessous a été clôturée par jugement du Tribunal de première instance rendu le:
 22 mars 1976
Faillis:
Andus SA, achat, distribution et vente de tous produits manufacturés ou non, notamment dans le domaine de la bijouterie, l'horlogerie et les objets d'art, acquisition, exploitation et cession de brevets d'inventions, de marques de fabrique et de connaissances techniques et industrielles fourniture de services techniques et administration ayant son siège 135bis, route de Chêne à Chêne-Bougeries, Genève.
Dudécor - Henri Duperret SA, entreprendre toutes activités de décoration et d'aménagement de vitrines, de magasins et autres locaux; achat; vente, importation et exportation de tous objets et articles utilisés dans le domaine de la décoration ayant son siège 9, rue Alcide Jentzer à Genève.
Guenin Paul & Anthoine Claude, société en nom collectif, menuiserie et agencement ayant son siège 138, route de Saint-Julien à Plan-les-Ouates, Genève.
Jorand Claude & Maret Pierre, société en nom collectif, entreprise de menuiserie, charpente et agencements ayant son siège 8, rue des Boucheries à Versoix, Genève.

1211 Genève, le 24 mars 1976 Office des faillites
 Le préposé: P. Mermoud

Vente aux enchères publiques après faillite
 (LP 257-259)

Ct. de Vaud (950)
Vente immobilière - Garage souterrain
 Le jeudi 29 avril 1976, à 15 h., à Montreux, dans les bureaux de l'office, City-Centre, rue de la Paix 8, il sera procédé à la vente aux enchères publiques et à tout prix, de l'immeuble désigné ci-après, propriété de la faillite **Fulvia-Garages SA**, à Clarens:
 Commune de Montreux, au lieu dit «Chemin du Pierrier à Clarens».
 Parcelle No 1147 comprenant un garage souterrain de 91 places de 1914 m² et jardin de 66 m².
 Estimation fiscale fr. 870 000.-
 Estimation de l'office fr. 870 000.-
 L'état des charges, les conditions de vente, l'état descriptif de l'immeuble et le plan de situation seront déposés dès le 14 avril 1976 au bureau de l'office.
 Les enchérisseurs devront se munir d'un acte d'état civil et pour les sociétés d'un extrait récent du registre du commerce. Ils sont rendus attentifs aux dispositions spéciales (loi Furgler) relatives à l'acquisition d'immeubles par des personnes étrangères ou domiciliées à l'étranger ou des sociétés considérées comme étrangères en raison d'une participation financière étrangère prépondérante.
 Pour visiter prendre contact avec M. Roger Monnard, concierge, ch. du Pierrier 9, 1815 Clarens, téléphone 021 / 62 05 44.

1820 Montreux, le 4 mars 1976 Office des faillites de Montreux:
 P. Marguet, préposé

Liegenschaftsverwertungen im Pfändungs- und Pfandverwertungsverfahren
 (SchKG 138, 142; VZG vom 23. April 1920 Art. 29)

Es ergeht hiermit an die Pfandgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Betreibungsamt binnen der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück insbesondere auch für Zinsen und Kosten anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Inners der Frist nicht angemeldete Ansprüche sind, soweit sie nicht durch die öffentlichen Bücher festgestellt sind, von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen.
 Inners der gleichen Frist sind auch alle Dienstbarkeiten anzumelden, welche vor 1912 unter dem früheren kantonalen Recht begründet und noch nicht in die öffentlichen Bücher eingetragen worden sind. Soweit sie nicht angemeldet werden, können sie einem gutgläubigen Erwerber des Grundstückes gegenüber nicht mehr geltend gemacht werden, sofern sie nicht nach den Bestimmungen des Zivilgesetzbuches auch ohne Eintragung im Grundbuch dinglich wirksam sind.

Kt. Bern (1066¹)
Mitteilung des Verwertungsbegehrens
 Schuldner: **Börlin Willy**, Hotel Bellerive, Gstaad, zurzeit unbekanntem Aufenthaltes.
 Gläubigerin: **Maria Baumgartner**, Rötzmatt 11, 4500 Olten, vertreten durch I. D. Lifschitz, Fürsprecher, Bubenbergplatz 5, 3011 Bern.
 Forderung: Fr. 220 000.- nebst Zins zu 5½% seit 15. August 1974.
 Mit Begehren vom 27. Februar 1976 verlangt die vorgenannte Gläubigerin die Verwertung der Liegenschaften Saanen G. Bl. 1390 und 5466.
 Liegenschaftsteigerung im Grundpfandverwertungsverfahren
 Liegenschaften: Saanen G. Bl. 1390
 Restaurant und Hotel Bellerive Garni im Ebnit bei Gstaad, Gebäude Nr. 730 A mit 43,80 Aren Gebäudeplatz und Umschwung

Amtlicher Wert 1975 Fr. 635 400.-
Btreibungsamtliche Schätzung Fr. 600 000.-
Zugehör gemäss Verzeichnis Fr. 35 228.-
Saanen G. Bl. 5466
 166,15 Aren Land beim Hotel Bellerive im Ebnit bei Gstaad
Amtlicher Wert 1975 Fr. 5 680.-
Btreibungsamtliche Schätzung Fr. 5 000.-
 Die Verwertung erfolgt infolge Verwertungsbegehrens der obgenannten Grundpfandgläubigerin im XI. Rang.
 Eingabefrist: bis und mit 6. April 1976.
 Auflage des Lastenverzeichnisses und der Steigerungsbedingungen vom 8. April 1976 bis 28. April 1976 beim Betreibungsamt Saanen.
 Steigerungstag: Freitag, den 7. Mai 1976, 15.00 Uhr, im Saal des Hotels Saanerhof in Saanen.

Es ergeht hiermit an die Pfandgläubiger und Grundlastberechtigten die Aufforderung, dem unterzeichneten Betreibungsamt innert der Eingabefrist ihre Ansprüche an dem Grundstück, insbesondere auch für Zinsen und Kosten, Wert 7. Mai 1976, anzumelden und gleichzeitig auch anzugeben, ob die Kapitalforderung schon fällig oder gekündigt sei, allfällig für welchen Betrag und auf welchen Termin. Inners der Eingabefrist nicht angemeldete Ansprüche sind von der Teilnahme am Ergebnis der Verwertung ausgeschlossen. Ebenso haben Faustpfandgläubiger von Pfandtiteln ihre Faustpfandforderungen anzumelden.
 Vorliegende Publikation ersetzt die Zustellung der Mitteilung des Verwertungsbegehrens und der Steigerungspublikation an den unbekanntem Aufenthaltes abwesenden Schuldner.

3792 Saanen, den 12. März 1976 Betreibungsamt Saanen:
 W. Schöpfer

Nachlassverträge - Concordats - Concordati

Nachlass-Stundung und Aufruf zur Forderungseingabe

Sursis concordataire et appel aux créanciers
 (SchKG 295, 296, 300) - (LP 295, 296, 300)

Den nachstehend genannten Schuldner ist eine Nachlass-Stundung bewilligt worden.
 Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen innert der Eingabefrist beim Sachwalter einzugeben, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfalle bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.
 Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.
 Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Bern (1143)
 Mit Verfügung vom 15. März 1976 hat der Gerichtspräsident I von Thun der Firma **Müller Fahrzeugbau AG**, Kyburgstrasse 17, 3605 Thun, eine Nachlassstundung von 4 Monaten gewährt und den Unterzeichneten zum Sachwalter bestellt.
 Die Gläubiger werden eingeladen, ihre Forderungen, Wert 15. März 1976, unter Beilage der Beweismittel und unter Angabe allfälliger Pfand- und Vorzugsrechte, bis zum 14. April 1976 beim Sachwalter schriftlich anzumelden. Im Unterlassungsfalle ist der Gläubiger bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt.

Ort und Zeitpunkt der Gläubigerversammlung und die Art des Nachlassvertrages werden später bekanntgegeben.
 3601 Thun, den 18. März 1976 Der Sachwalter:
 Dr. Ernst Jeker
 Bahnhofstrasse 1
 3601 Thun

Ct. de Vaud (1142)

Concordat par abandon d'actif
 Débitrice: **Autac SA**, rue de la Gare 12, à Morges.
 Date de l'octroi du sursis: 9 mars 1976.
 Durée du sursis: 4 mois, échéant le 15 juillet 1976.
 Commissaire au sursis: **Philippe Cherpillod**, agent d'affaires breveté, c/o Etude Louis Rubin, Place Bel-Air 2, à Nyon.
 Délai pour les productions: 13 avril 1976.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances en mains du commissaire au sursis dans le délai imparti sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.
 Dépôt des pièces: Les pièces seront à la disposition des intéressés en l'étude du commissaire au sursis, à Nyon, dès le 3 juin 1976.
 Assemblée des créanciers; lundi 14 juin 1976, à 11 h., en l'étude de l'agent d'affaires breveté Louis Martin, rue Louis-de-Savoie 72, à Morges.

1260 Nyon, le 15 mars 1976 Le commissaire au sursis:
 P. Cherpillod

Nachlassvertrag mit Vermögensabtretung
 (SchKG 316a bis 316c)

Kt. Graubünden (1068)
 Schuldnerin: **Ledermann + Cramerer AG**, Bauunternehmung, 7270 Davos-Platz.
 Datum der Stundungsbewilligung durch den Kreisgerichtsausschuss Davos: 4. März 1976.
 Dauer der Nachlassstundung: 4 Monate.
 Sachwalter: **Interfiscal-Treuhand W. Krähenbühl**, Wildenerstrasse 4, 7270 Davos-Platz.
 Die Gläubiger werden hiermit aufgefordert, ihre Forderungen (Wert 4. März 1976) unter Angabe von allfälligen Vorzugsrechten und Beilage der Beweismittel innert 20 Tagen seit der Publikation dieser Bekanntmachung schriftlich beim Sachwalter anzumelden. Im Unterlassungsfalle sind sie bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt.
 Gläubigerversammlung: Freitag, den 14. Mai 1976, 14.30 Uhr, im Hotel Terminus, Davos-Platz.
 Aktenaufgabe: während zehn Tagen vor der Gläubigerversammlung im Büro des Sachwalters (Vorankündigung erwünscht).
 7270 Davos-Platz, den 10. März 1976 Der Sachwalter:
 Interfiscal-Treuhand
 W. Krähenbühl

Cambio + Valorenbank, Zürich

Bilanz per 31. Dezember 1975
(vor Gewinnverteilung)

Aktiven		Passiven	
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Kassa, Giro- und Postcheckguthaben	22 221 960.06	Bankenkreditoren auf Sicht	2 982 342.29
Bankendebitoren auf Sicht	28 285 740.81	Bankenkreditoren auf Zeit	1 310 000.—
Bankendebitoren auf Zeit	1 360 000.—	– davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	36 520 060.70
– davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	—	Kreditoren auf Zeit	7 336 000.—
Kontokorrent-Debitoren ohne Deckung	373 883.80	– davon mit Laufzeit bis zu 90 Tagen	—
Kontokorrent-Debitoren mit Deckung	31 532 651.80	Depositenhefte und -konti	15 017 927.47
– davon mit hypothekarischer Deckung	—	Sonstige Passiven	7 572 065.01
Feste Vorschüsse und Darlehen mit Deckung	1 621 246.74	Aktienkapital	5 000 000.—
– davon mit hypothekarischer Deckung	—	Gesetzliche Reserven	3 900 000.—
Wertschriften	286 104.—	Spezialreserven	6 700 000.—
Sonstige Aktiven	2 076 000.—	Gewinnvortrag 1974	408 586.61
	1 026 912.26	Reingewinn 1975	1 751 413.39
	<u>88 498 395.47</u>		<u>88 498 395.47</u>

Ergänzende Angaben zur Bilanz per 31. Dezember 1975

Erläuterungen zur Jahresbilanz		Eventualverpflichtungen und schwebende Geschäfte	
Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Wertschriften		Garantieverbindlichkeiten	
Schweizerische Obligationen:		Forderungen aus festen Termingeschäften	5 695 927.80
Bund	110 652.—	Forderungen aus festen Termingeschäften	
Gemeinden	151 875.—	in Wertpapieren und in Edelmetallen	2 970 915.—
Banken	1 187 436.—	Verpflichtungen aus festen Termingeschäften	
	<u>1 449 963.—</u>	in Wertpapieren und in Edelmetallen	2 970 915.—
Ausländische Obligationen:			
Öffentlich-rechtliche Körperschaften	—		
Andere	15 037.—		
	<u>15 037.—</u>		
Ausländische Aktien	611 000.—		
	<u>2 076 000.—</u>		
Gesamtbetrag der Auslandsaktiven	Fr.	Ertrag	Fr.
wovon Bankendebitoren	13 346 605.69	Aktivzinsen	3 528 516.60
– davon mit einer Laufzeit bis zu 90 Tagen	13 346 605.69	Ertrag der Wechsel und Geldmarktpapiere	28 788.66
– längerfristig	—	Kommissionsertrag	1 532 691.57
		Ertrag aus Handel mit Devisen und Edelmetallen	1 862 158.68
		Wertschriftenertrag	257 596.88
		Verschiedenes	78 425.35
			<u>7 288 177.74</u>
Aufwand	Fr.	Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1975	Fr.
Passivzinsen	801 149.22	Aktivzinsen	3 528 516.60
Kommissionsaufwand	78 471.65	Ertrag der Wechsel und Geldmarktpapiere	28 788.66
Bankbehörden und Personal	1 992 209.60	Kommissionsertrag	1 532 691.57
Beiträge an Personal-Wohlfahrtseinrichtung	55 646.90	Ertrag aus Handel mit Devisen und Edelmetallen	1 862 158.68
Geschäfts- und Bürokosten	841 520.99	Wertschriftenertrag	257 596.88
Steuern	1 006 195.20	Verschiedenes	78 425.35
Abschreibungen und Rückstellungen	761 570.79		
Reingewinn 1975	1 751 413.39		
	<u>7 288 177.74</u>		

Gewinnverteilung

Zur Verfügung stehen:	Fr.
Reingewinn 1975	1 751 413.39
Vortrag 1974	408 586.61
	<u>2 160 000.—</u>
Verteilung:	Fr.
Ausschüttung einer Dividende von 16%	800 000.—
Zuweisung an die Gesetzliche Reserve	100 000.—
Zuweisung an die Spezialreserve	800 000.—
Zuweisung an die Personal-Wohlfahrtseinrichtung	50 000.—
Vortrag auf neue Rechnung	410 000.—
	<u>2 160 000.—</u>

Mitteilungen Communications Comunicazioni

Postulat von Nationalrat Leutenegger betreffend das Bundesgesetz über den unlauteren Wettbewerb

Der Nationalrat hat letzte Woche ein Postulat von Nationalrat Leutenegger überwiesen, das die Anpassung des Gesetzes über den unlauteren Wettbewerb an die heutigen Erfordernisse verlangt. Der Begriff des Wettbewerbs-Missbrauchs soll im Hinblick auf die Auswirkungen der Lockvogelpolitik im Detailhandel neu umschrieben werden.

Postulat du Conseiller national Leutenegger concernant la loi fédérale sur la concurrence déloyale

Le Conseil national a accepté, la semaine passée, un postulat du Conseiller national Leutenegger et l'a transmis au Conseil fédéral. L'auteur du postulat demande la révision de la loi fédérale sur la concurrence déloyale pour l'adapter aux exigences actuelles. La notion d'abus de concurrence doit être redéfinie en tenant compte des répercussions de la politique des prix d'appel pratiquée dans le commerce de détail.

Ernennung eines neuen Generalkonsuls in Zagreb

Das Eidgenössische Politische Departement gibt die Ernennung von Hans Zimmermann zum Schweizerischen Generalkonsul in Zagreb bekannt. Hans Zimmermann übernimmt die Nachfolge von Max Leu, der kürzlich zum Geschäftsträger in Singapur ernannt wurde.

Nomination d'un nouveau Consul général à Zagreb

Le Département politique fédéral fait connaître que M. Hans Zimmermann a été nommé en qualité de Consul général de Suisse à Zagreb. Il succède à M. Max Leu qui a été nommé récemment Chargé d'affaires à Singapour. (z)

USA

Sendungen mit wertvollem Inhalt

Für den Versand wertvoller Gegenstände (Juwelen, Edelsteine, Banknoten usw.) nach den Vereinigten Staaten von Amerika wird die Benützung des Wertbriefdienstes empfohlen.

Wertbriefe bieten im Verkehr mit den Vereinigten Staaten bessere Sicherheitsbedingungen als Wertpakete oder eingeschriebene Sendungen. Sie sind bis zu einem Höchstgewicht von 2 kg zugelassen und können Paketform aufweisen.

USA

Envois avec contenu de grande valeur

A destination des USA, il est conseillé d'utiliser le service des lettres avec valeur déclarée pour l'expédition d'objets de grande valeur (bijoux, pierres précieuses, billets de banque, etc.).

Les lettres avec valeur déclarée bénéficient de meilleures conditions de sécurité que les colis-valeur ou les envois recommandés. Elles sont admises jusqu'au poids maximum de 2 kg et peuvent avoir la forme d'un paquet.

USA

Inviu con contenuto di grande valore

Ai mittenti che spediscono negli Stati Uniti d'America oggetti di grande valore (gioielli, pietre preziose, biglietti di banca, ecc.) si consiglia di far capo al servizio delle lettere con valore dichiarato.

Le lettere con valore dichiarato usufruiscono di condizioni di sicurezza superiori a quelle che offrono i pacchi con valore dichiarato o gli invii raccomandati. Sono ammesse fino al peso di 2 kg e possono avere la forma di un pacco. (z)

Postüberweisungsdienst mit dem Ausland Service international des virements postaux

Unverbindliche Umrechnungskurse ab 23. März 1976

Cours de conversion sans engagement, dès le 23 mars 1976

Algerien/Algérie	100 Dinars	= Fr. 64.85
Belgien/Luxemburg	100 Fr. belg.	= Fr. 6.55
Dänemark/Danemark	100 Kronen	= Fr. 42.10
Deutschland/Allemagne	100 DM	= Fr. 101.—
Finnland/Finlande	100 Neue Mark	= Fr. 66.85
Frankreich/France	100 FF	= Fr. 54.50
Grossbritannien und Nordirland/Grande-Bretagne et Irlande du Nord	1 £ Sterl.	= Fr. 4.95
Italien/Italie	100 Lire	= Fr. —.3050
Japan/Japon	100 Yen	= Fr. —.86½
Marokko/Maroc	100 DH	= Fr. 63.35
Niederlande/Pays-Bas	100 Florins	= Fr. 95.10
Norwegen/Norvège	100 Kronen	= Fr. 46.55
Oesterreich/Autriche	100 Schilling	= Fr. 14.06
Schweden/Suède	100 Kronen	= Fr. 58.50

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartementes, Bern
Rédaction: Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique, Berne

Confédération Suisse

5¼ % Emprunt fédéral 1976-88 de fr. 500 000 000

Prix d'émission: 99,75 % — Durée de l'emprunt: 12 ans au maximum

Délai de souscription: du 23 au 29 mars 1976, à midi

PROSPECTUS

Faisant usage des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'arrêté fédéral du 9 juin 1975, le Département fédéral des finances et des douanes émet

un emprunt fédéral 5¼ % 1976-88, de 500 000 000 de francs

destiné à couvrir partiellement les besoins en capitaux de la Confédération et de ses entreprises.

L'émission de l'emprunt se fait sous la forme de titres et de créances inscrites. Si l'intéressé ne donne pas d'indications lors de la souscription, il reçoit des titres.

MODALITÉS DE L'EMPRUNT

A. Titres

Les obligations sont émises au porteur, en coupures de 1 000, 5 000 et 100 000 francs. Elles portent intérêt à 5¼ % l'an à partir du 8 avril 1976 et sont munies de coupons annuels au 8 avril. Le premier coupon vient à échéance le 8 avril 1977.

Le remboursement de l'emprunt s'effectue au pair, sans dénonciation préalable, le 8 avril 1988.

Le Conseil fédéral se réserve toutefois le droit de rembourser l'emprunt au pair le 8 avril 1986 ou 1987, moyennant un préavis de trois mois.

Les coupons échus, sous déduction de l'impôt fédéral anticipé, et les titres remboursables sont payés sans frais aux guichets de la Banque nationale suisse et aux caisses des établissements membres du Cartel de Banques Suisses, de l'Union des Banques Cantoniales Suisses, de l'Union de Banques Régionales et Caisses d'Epargne Suisses ou du Groupement des banquiers privés de la Suisse alémanique.

Les obligations seront cotées, pendant toute la durée de l'emprunt, aux bourses de Bâle, Berne, Genève, Lausanne, Neuchâtel, Saint-Gall et Zurich.

Les publications relatives à cet emprunt sont faites valablement dans la Feuille fédérale et dans la Feuille officielle suisse du commerce.

B. Créances inscrites

Les créances inscrites en vertu de la loi fédérale du 21 septembre 1939 sont des créances sur la Confédération. Les modalités d'émission concernant les obligations s'appliquent également aux créances inscrites, sous réserve des dispositions suivantes:

1. Le montant d'une créance inscrite s'élève à 1 000 francs ou à un multiple de ce chiffre.
2. Le paiement des intérêts, sous déduction de l'impôt fédéral anticipé, et le remboursement du capital s'effectuent sans frais.
3. Si les créances inscrites sont cessibles, elles ne peuvent être transformées en obligations.

Berne, le 22 mars 1976

Département fédéral des finances et des douanes
G.-A. Chevallaz

CONDITIONS D'EMISSION

Les groupes de banques soussignés ont pris ferme le montant de 500 000 000 de francs et en ont déjà placé un montant de 90 000 000 de francs. Ils offrent le solde de 410 000 000 de francs en souscription publique

du 23 au 29 mars 1976, à midi,

aux conditions suivantes:

1. Le prix de souscription est fixé à 99,75 %.
2. La répartition se fera dès que possible après la clôture de la souscription. Si les souscriptions dépassent le montant disponible, les domiciles de souscription sont autorisés à procéder à une attribution réduite.
3. La libération des montants attribués devra s'effectuer du 8 au 16 avril 1976 avec décompte d'intérêt à partir du 8 avril 1976.
4. Les titres seront délivrés aussitôt que possible. Il ne sera pas remis de bons de livraison aux souscripteurs.

L'enregistrement des créances inscrites sera confirmé aux souscripteurs par l'Administration du livre de la dette de la Confédération (Banque nationale suisse à Berne) après libération du montant attribué. Les souscripteurs sont tenus d'envoyer leur demande d'enregistrement par l'entremise de leur domicile de souscription à l'Administration du livre de la dette de la Confédération.

Le 22 mars 1976

Cartel de Banques Suisses

Banque Cantonale de Berne
Union de Banques Suisses

Crédit Suisse
Banque Leu SA
Groupement des Banquiers privés
genevois

Société de Banque Suisse
Banque Populaire Suisse

Union des Banques Cantoniales Suisses

Banque Cantonale d'Argovie
Banque Cantonale d'Appenzell Rh.-E.
Banque Cantonale d'Appenzell Rh.-I.
Banca dello Stato del Cantone Ticino
Banque Cantonale de Bâle-Campagne
Banque Cantonale de Bâle
Banque de l'Etat de Fribourg
Caisse d'Epargne de la République et
Canton de Genève

Caisse Hypothécaire du Canton
de Genève
Banque Cantonale de Glaris
Banque Cantonale des Grisons
Banque Cantonale de Schwyz
Banque Cantonale Lucernoise
Banque Cantonale Neuchâteloise
Banque Cantonale de Nidwald
Banque Cantonale d'Obwald

Banque Cantonale de St-Gall
Banque Cantonale de Schaffhouse
Banque Cantonale de Soleure
Banque Cantonale de Thurgovie
Banque Cantonale d'Uri
Banque Cantonale Vaudoise
Banque Cantonale du Valais
Banque Cantonale de Zurich
Banque Cantonale Zougoise

Union de Banques Régionales et Caisses d'Epargne Suisses

Groupement des banquiers privés de la Suisse alémanique

Les souscriptions sont reçues sans frais en Suisse aux guichets des établissements faisant partie des groupements sus-mentionnés, par tous les sièges, succursales et agences de la Banque nationale suisse, ainsi que par les autres établissements bancaires de Suisse.

LONZA AG

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Donnerstag, den 1. April 1976, vormittags 11 Uhr, im Verwaltungsgebäude der LONZA AG in Basel, Münchensteinerstrasse 38.

Tagesordnung:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes.
2. Bericht der Kontrollstelle.
3. Genehmigung der Jahresrechnung.
4. Verwendung des Reingewinns.
5. Entlastung der Verwaltung.
6. Wahlen in den Verwaltungsrat.
7. Wahl der Kontrollstelle.

Die Eintrittskarten und Vollmachten für diese Generalversammlung können gegen Hinterlegung der Aktien oder des Depotscheines einer Bank ab 22. März bis spätestens 29. März 1976 bezogen werden bei der Gesellschaft, Münchensteinerstrasse 38, Basel, beim Schweizerischen Bankverein, Basel.

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, die Berichte des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle stehen bei den obigen Stellen vom 22. März 1976 an zur Verfügung der Aktionäre.

Basel, den 19. März 1976

Für den Verwaltungsrat der LONZA AG
Der Präsident: Engi

ALETSCH AG, MÖREL

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Donnerstag, den 1. April 1976, vormittags 10 Uhr, im Verwaltungsgebäude der LONZA AG in Basel, (Münchensteinerstrasse 38)

Tagesordnung:

1. Abnahme des Geschäftsberichtes.
2. Bericht der Kontrollstelle.
3. Genehmigung der Jahresrechnung.
4. Verwendung des Reingewinns.
5. Entlastung der Verwaltung.
6. Wahl in den Verwaltungsrat.
7. Wahl der Kontrollstelle.

Die Eintrittskarten und Vollmachten für diese Generalversammlung können gegen Hinterlegung der Aktien oder des Depotscheines einer Bank ab 22. März bis spätestens 29. März 1976 bezogen werden bei der Gesellschaft, Münchensteinerstrasse 38, Basel, beim Schweizerischen Bankverein, Basel.

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, die Berichte des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle stehen bei den obigen Stellen vom 22. März 1976 an zur Verfügung der Aktionäre.

Basel, den 19. März 1976

Für den Verwaltungsrat der ALETSCH AG
Der Präsident: Engi

Allgemeine Kinematographen AG

Compagnie Générale du Cinématographe SA

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Mittwoch, den 7. April 1976, 17 Uhr, im Hotel Zürich, Salon 1, 1. Stock, Neumühlequai 42, 8006 Zürich.

Traktanden:

1. Entgegennahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung für das Jahr 1975 sowie des Berichtes der Kontrollstelle.
2. Abnahme der Jahresrechnung 1975 und Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinns.
3. Entlastung des Verwaltungsrates.
4. Wahl der Kontrollstelle.

Die Jahresrechnung 1975, der Bericht der Kontrollstelle und der Geschäftsbericht liegen den Aktionären am Sitz der Gesellschaft, Limmatquai 3, 8001 Zürich, zur Einsicht auf.

Die Aktionäre, welche an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, haben ihre Aktien spätestens zwei Tage vor der Generalversammlung bei der Schweizerischen Bankgesellschaft, Zürich, zu deponieren oder sich durch Bankbescheinigung über ihren Aktienbesitz auszuweisen, wogegen ihnen Eintrittskarten zur Verfügung gestellt werden.

Zürich, den 23. März 1976

Im Namen des Verwaltungsrates
Der Präsident: Hans M. Wettstein

SITA Investment AG, Zürich

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Montag, den 5. April 1976, 18 Uhr, Konferenzsaal Buffet SBB, 1. Stock, Zürich HB.

Traktanden:

1. Entgegennahme des Geschäftsberichtes mit Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung für das Geschäftsjahr 1975 und des Berichtes der Kontrollstelle.
2. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
3. Entlastung der Verwaltung.
4. Statutarische Wahlen: Kontrollstelle.
5. Verschiedenes.

Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung, Revisionsbericht und die Anträge des Verwaltungsrates liegen ab 22. März 1976 bei der unten angeführten Stelle zur Einsicht der Aktionäre auf.

Eintrittskarten für die Generalversammlung können vom 25. März bis 2. April 1976 bezogen werden bei: Diskont und Effekten AG, Bahnhofplatz 4/Waisenhausstrasse 15, 8023 Zürich.

Zürich, den 22. März 1976

Der Verwaltungsrat

Dividendenzahlung

Bei Annahme der Anträge des Verwaltungsrates ist Coupon Nr. 33 unserer Aktien Serie «A» mit brutto abzüglich 35% eidgenössische Verrechnungssteuer

zahlbar 6. April 1976 mit netto

Fr. 15.—
Fr. 5.25
Fr. 9.75

KA-WE-DE

Kunsteisbahn und Wellenbad Dählhölzli-Bern AG

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Donnerstag, den 8. April 1976, 10 Uhr, im Büro Nr. 202 der städtischen Schuldirektion, Seilerstrasse 4, Bern.

Traktanden:

1. Abnahme des Jahresberichtes und der Jahresrechnung 1974/75.
2. Bericht der Revisoren.
3. Entlastung der Verwaltungsorgane.
4. Wahl eines Revisors.
5. Verschiedenes.

Die Jahresrechnung, die Bilanz und der Jahresbericht per 31. Oktober 1975 liegen im Sekretariat der KA-WE-DE den Aktionären zur Einsicht auf.

Aktionäre, welche an der Generalversammlung teilzunehmen wünschen, haben sich im Versammlungslokal über den Aktienbesitz auszuweisen.

Bern, den 17. März 1976

Der Verwaltungsrat

basit Bond and Share International Trust

Fondsleitung: Bank Leumi le-Israel (Schweiz), Claridenstrasse 34, Zürich

Jahresausschüttung 1975

Ausschüttung von Erträgen - Coupon Nr. 20

1. Gutschriften an in der Schweiz domizillierte Personen und Gesellschaften und Bareinlösungen

Fr. 3.20 brutto, abzüglich
Fr. 1.12 35% eidgenössische Verrechnungssteuer
Fr. 2.08 netto

2. Gutschriften an im Ausland domizillierte Personen oder Gesellschaften*

Gegen Abgabe einer Bankenerklärung erfolgt die Gutschrift ohne Abzug der eidgenössischen Verrechnungssteuer. Hingegen werden Fr. -.15 zusätzlicher Steuerrückbehalt USA einbehalten. Die Nettoausschüttung beträgt in diesen Fällen demnach Fr. 3.05.

* Anmerkung: An in Liechtenstein domizillierte juristische Personen erfolgt Gutschrift nur unter Abzug von 35% eidgenössischer Verrechnungssteuer.

Zahlbar: 24. März 1976.

Bei: Bank Julius Bär & Co. AG, Zürich

Vorzugspreis bei Verwendung der Ausschüttung zur Wiederanlage in basit-Anteilen

Zertifikatsinhaber, welche ihre Anteile bis zum 23. März 1976 gezeichnet haben, sind berechtigt, anstelle der Ausschüttung neue Anteile zu einem Vorzugskurs zu beziehen, der einem Wiederanlagerabatt von 4% entspricht. Dieses Recht kann bis 13. April 1976 ausgeübt werden.

Société d'Exploitation des Câbles Electriques (Système Berthoud, Borel & Cie), Cortaillod

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le 7 avril 1976, à 15 h., au siège social à Cortaillod.

Ordre du jour:

1. Rapport sur l'exercice 1975.
2. Rapport de l'office de contrôle.
3. Votations sur les conclusions de ces rapports.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport de l'office de contrôle seront à la disposition des actionnaires à la Société de Banque Suisse, à Neuchâtel, et au siège social à Cortaillod, dès le 25 mars 1976.

Seuls les actionnaires dûment inscrits au registre des actions à la date du 25 mars 1976 pourront exercer leur droit de vote. Aucun transfert d'actions ne sera enregistré du 25 mars au 7 avril 1976.

La participation à l'assemblée générale est subordonnée à la présentation d'une carte d'admission délivrée par le bureau des actions de la société à Cortaillod sur demande formulée avant le 29 mars 1976.

Cortaillod, le 24 mars 1976

Le conseil d'administration

Atlantis SA, Genève

Messieurs les actionnaires sont convoqués au siège de la société le 8 avril 1976, à 10 h., à

l'assemblée générale ordinaire

Ordre du jour:

1. Présentation des rapports sur l'exercice 1975.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes.
3. Décharge au conseil d'administration.
4. Elections statutaires.

Le bilan et le compte de profits et pertes ainsi que les rapports du vérificateur de comptes et du conseil d'administration sont à disposition au siège de la société.

Genève, le 19 mars 1976

Le conseil d'administration

Wer nicht inseriert . . . wird vergessen!

Skilift Im Fang AG

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires

aura lieu le samedi 3 avril 1976, à 14 h., à l'Hôtel Hochmatt, à Im Fang.

Ordre du jour:

1. Procès-verbal.
2. Rapport d'activité.
3. Comptes 1975.
4. Rapport de l'organe de contrôle.
5. Approbation des comptes et décharge à l'administration.
6. Elections statutaires.
7. Perspectives et développement futurs.
8. Divers.

Les comptes et le rapport de l'organe de contrôle sont à la disposition des actionnaires dès le 25 mars 1976 au siège de la société. Les cartes d'admission à cette assemblée générale sont délivrées le jour de l'assemblée, dès 13 h. 30, à l'Hôtel Hochmatt, sur production des actions ou certificats de dépôt.

Le conseil d'administration

F. Bailod SA, Prilly

Les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le lundi 12 avril 1976, à 14 h., dans les locaux de la Fiduciaire F. Anker, Senet 5, 2024 St-Aubin, avec l'ordre du jour suivant:

Statutaire

Le bilan, le compte de profits et pertes, le rapport de gestion sont à la disposition des actionnaires au siège de la société.

Le conseil d'administration

Loterie romande

368^e tranche

Liste de tirage du 20 mars 1976

Nombre de lots	Lots de fr.	Terminaisons ou numéros gagnants				
10 000	10.—	1	6			
1 500	20.—	17	46			
		058	267	328	349	388
		476	552	578	855	918
290	40.—	124	290	390	557	677
		0870	1841	2231	6221	7776
		8093	8581	9680		
15	200.—	751794	757571	758074	760300	765006
		765604	768298	770057	771263	772222
		775100	779425	795543	797468	797528
7	500.—	753970	772904	779031	782270	783814
		798410	799535			
1	100 000.—	782083				
2	500.—	782082	782084			
97	10.—	Tous les billets dont les 4 premiers chiffres commencent par 7820 hormis le gros lot et les 2 lots de consolation de fr. 500.—				

11 912

Pully VD, le 20 mars 1976

M^e Marcel Vaney, notaire

L'émission de la 368^e tranche comprend 50 000 billets numérotés de 750 000 à 799 999.

Prix du billet fr. 10.— (le demi-billet fr. 5.—).

Valeur totale des lots fr. 250 070.—.

Tous les lots sont payables par la Banque Cantonale Vaudoise à Lausanne. Les lots de fr. 1000.— et au-dessous sont également payables:

- à Fribourg, par la Banque de l'Etat de Fribourg;
 - à Sion, par la Banque Cantonale du Valais;
 - à Neuchâtel, par la Banque Cantonale Neuchâteloise;
 - à Genève, par la Société de Banque Suisse,
- et par leurs agences dans les cantons respectifs.

Le cumul est admis sans restriction.

Le porteur d'un billet est considéré comme son légitime propriétaire. Le paiement d'un billet détérioré et prétendu gagnant est réservé.

Les billets entiers gagnant plus de fr. 50.— (les demi-billets plus de fr. 25.—) sont soumis à l'impôt anticipé. Les domiciles de paiement délivrent les attestations qui en permettent la récupération. En cas de cumul, la somme totale gagnée est imposable.

Prescription: 23 septembre 1976

Prochaines prescriptions:

Tranche	Tirage	Prescription	Tranche	Tirage	Prescription
357	20. 9. 75	23. 3. 76	363	10. 1. 76	13. 7. 76
358	4. 10. 75	7. 4. 76	364	24. 1. 76	27. 7. 76
359	18. 10. 75	21. 4. 76	365	7. 2. 76	10. 8. 76
360	8. 11. 75	11. 5. 76	366	21. 2. 76	24. 8. 76
361	22. 11. 75	25. 5. 76	367	6. 3. 76	9. 9. 76
362	6. 12. 75	9. 6. 76			

Seule la liste officielle de tirage fait foi.

Suchen Sie ein Auslieferungslager 500 bis 1000 m² in Muttenz?

Wir sind dazu bestens eingerichtet und können einen beliebigen Teil der Schweiz abdecken.

Nähere Auskünfte erhalten Sie unverbindlich über Telefon 061 / 61 46 46; verlangen Sie bitte Herrn Dr. R. Mislin.

F. J. Mislin AG
Neue Bahnhofstrasse 144
4132 Muttenz

Tel. 27 20 38
27 28 25

Hand- und
Maschinen-
gravuren

SCHILDER

KAIER

Strehlgasse 6, 8001 Zürich

Zu vermieten:

**650 m² Büro-,
Fabrikations- und
Lagerraum**

in Bern-Niederwangen, grosser Parkplatz, direkte Autozufahrt, nächst Bahnstation SBB und zukünftigem Autobahnanschluss N 12 gelegen.

Auskunft erteilt Chiffre Nr. 3307 B an Orell-Füssli Werbe AG, 3001 Bern

NON PAGANO?

Rivolgetevi alla

AMSIKO INCASSI

Lugano (Via Nassa 5)
Telefono 091 2 57 24

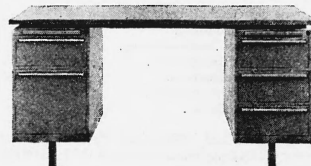
Verlangen Sie vom Schweizerischen Handelsamtsblatt unentgeltliche Zusendung einer Probenummer der Monatsschrift «Die Volkswirtschaft».

NOVA

BÜROMÖBEL seit Jahren eine bewährte Stahlkonstruktion

unzählige Kombinationsmöglichkeiten, einfache Pulte schon

**ab Fr. 874.— ab Werk
ab Lager lieferbar**



Vertretungen in Basel, Bern, Genf, Hauterive NE, Lausanne, Luzern, Martigny, Winterthur, Zürich

NOVEX AG Torgasse 2, 8024 Zürich
Telephon (01) 34 77 18

Internationale und lokale Dienste für den Transport, Verzollung oder Lagerung von Valoren oder Kunst- artikeln durch Spezialisten

**MAT SECURITAS
EXPRESS AG**



4002 Basel
Peter-Merian-Str. 50
Tel. 051 22 43 80

8058 Zürich-
Flughafen
Postfach 270
Tel. 01 813 17 27

1211 Genève
47, route des Acacias
Tel. 022 43 04 85



Inserate erschliessen
den Markt

Vermisstmeldung

(Aufforderung zur Präsentation eines Sparheftes)

Das Namensparheft Nr. 709.290-04 der St. Gallischen Kantonalbank, St. Gallen, wird vermisst.

Der allfällige Inhaber des Sparheftes wird hiermit aufgefordert, dieses dem Schuldner unter Nachweis seiner Rechte innerhalb der nächsten drei Monate vorzuweisen. Nach Ablauf dieser Frist wird der Gläubiger das Sparheft im Sinne von Art. 90 OR kraftlos erklären lassen und über das Heftguthaben verfügen.

St. Gallen, den 19. März 1976

St. Gallische Kantonalbank
Rechtsabteilung

**zum Beispiel
Buchdruck**

Unsere Buchdruckabteilung kann auch Ihren höchsten Ansprüchen genügen. Für uns ist jeder Druckauftrag eine Herausforderung unseres Könnens ob es sich um

**Geschäftsformulare aller Art · Garnituren
Zirkulare · Geschäftsbücher · Ein- oder
mehrfarbige Prospekte · Etiketten
oder Umschläge**

handelt, jeder Auftrag wird zu Ihrer vollsten Zufriedenheit ausgeführt.

PS: Wir drucken Ihre Einzahlungs-scheine zu äusserst günstigen Preisen auf unserer Spezialmaschine.

E. Keller AG Florastrasse 10
8610 Uster
Tel. 01-8710 51

Hängemappen

zu Tiefstpreisen, Format A 4, 32 x 26 cm, neu mit Nylonleitern, komplett mit Metall-Clip-Reitern, Celluloidhüllen und Papiretiketten.

Lieferung ab 100 Stück zu 95 Rappen per Stück komplett.

Script-Büro, Eichwiesstrasse 2, Postfach, 8630 Rüti, Telefon 055 / 31 75 77

Zu kaufen gesucht (evtl. Beteiligung) kleineres, gut eingeführtes Treuhandbüro von solventer Interessentin. Ihre erste Kontaktnahme erreicht uns unter Chiffre 647 an m+s-Annoncen, Postfach, 3401 Winterthur.

Inkasso

preisgünstig und speditiv.
Keine Kostenvorschüsse.
Erfahrene Spezialisten bearbeiten auch Ihren Fall absolut scröös.

Zanetti & Co., Inkassobüro
Zentralstr. 19, 8953 Dietikon
Telefon 01 / 740 45 47

Das Anlageheft Nr. 808 666-3 mit einem Guthaben von Fr. 20 211.20, ausgestellt von der Schweizerischen Kreditanstalt Zürich, wird vermisst.

Allfällige Inhaber dieses Heftes werden hiermit aufgefordert, dieses innert 6 Monaten, von heute an gerechnet, an den Schaltern der Schweizerischen Kreditanstalt vorzuweisen, widrigenfalls dieses Anlageheft als kraftlos erklärt würde.

Zürich, den 17. März 1976

Schweizerische Kreditanstalt

Das Depositenheft Nr. 300.837/01 MBOE, ausgestellt von der Migros Bank, Filiale Zürich-Oerlikon, mit einem Guthaben von Fr. 1077.85 per 31. Dezember 1975, wird vermisst.

Allfällige Inhaber dieses Depositenheftes werden hiermit aufgefordert, dieses innert 6 Monaten, von heute an gerechnet, an den Schaltern der Migros Bank vorzuweisen, widrigenfalls dieses Depositenheft als kraftlos erklärt und an dessen Stelle ein neues ausgestellt würde.

Zürich, den 4. März 1976

Migros Bank

Inserate im SHAB haben stets Erfolg!



Avis d'appel d'offres

Construction du nouveau bâtiment du siège de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle

Mise en soumission des travaux de serrurerie.

Une description détaillée des travaux et du matériel peut être obtenue auprès de:

OMPI
Section des constructions
Case postale 18
1211 Genève 20

Commerçant

ayant un service régulier de livraisons dans le canton de Vaud, désirerait s'adjoindre articles ou marchandises. Possibilité de stockage à proximité voie CFF.

Ecrire sous chiffre PT 22229 à Publicitas, 1002 Lausanne.